

Courrier des lecteurs

— Olivier PASCAL (72)

À propos de l'article de Gérard Pilé (41)
paru dans le n° 561, janvier 2001,
et du commentaire de Jean-Nicolas Pasquay (54)
paru dans le n° 566, juin-juillet 2001

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article en référence et les commentaires de Jean-Nicolas Pasquay.

Je vis en effet depuis deux ans à Berlin et observe avec un intérêt amical et européen le processus en cours de la réunification de l'Allemagne. L'histoire de l'Allemagne et de la Prusse est à l'arrière-plan de ce processus ; la connaissance et la conscience qu'en ont nos amis allemands sont une source de réflexion importante.

Signalons à ce propos qu'au moment de la parution de votre article, l'Allemagne célébrait, discrètement, le tricentenaire de la fondation du royaume de Prusse (couronnement de Frédéric I^{er} à Königsberg le 18 janvier 1701). Quelques journaux d'opinion, quelques intellectuels commentèrent l'ascension et la chute de l'État prussien (1701-1945).

À la lumière de ces réflexions, on ne peut qu'être en désaccord avec le point de vue développé par J.-N. Pasquay qui, au nom de ruptures survenues dans la politique prussienne lors de son intégration dans l'Allemagne, récuse "l'enchaînement" historique qui lie la Prusse au III^e Reich.

J'explique plus loin mon point de vue sur le fond.

Et je souligne d'abord que le constat de cet enchaînement fut une considération commune aux Alliés, aux Soviétiques et aux Allemands en 1945, ce qui reste aujourd'hui très important pour la nouvelle unité allemande. En effet, dans la Loi fondamentale allemande de 1947 (comme le rappelait Marion Gräfin Dönhoff dans un article sur la Prusse parue il y a six mois dans *die Zeit*), la disparition de l'État de Prusse a été prescrite au motif des méfaits du militarisme prussien et de son rôle dans l'aventure nazie. Et si cette Loi ne s'applique que depuis onze ans dans les "nouveaux Bundesländer", la dénonciation commune du militarisme prussien était un des points d'unité politique entre la RDA et la RFA (chargé d'ambiguïté, par ailleurs). On peut même dire que la réunification politique de l'Allemagne, difficile à bien des égards, a, parmi ses "fondamentaux" incontestés, le rejet du comporte-

ment de conquête que sous-entendait le système prussien. Cette base "pacifique", fondée sur une analyse commune des événements historiques, est à la fois une chance pour l'Allemagne et ses voisins amis.

Sur le fond, il me paraît justifié d'affirmer qu'entre la vieille Prusse et le III^e Reich, il y eut à la fois *enchaînement* et *ruptures*.

Concernant les *ruptures*, trois commentaires :

- *La disparition de l'État de droit*. L'État de droit, élaboré au XVIII^e siècle, sous l'impulsion du grand Frédéric, avait subi de nombreuses égratignures avant même que Hitler accède au pouvoir. À noter que, formellement, cette prise de pouvoir fut légale, puisqu'elle résulta des élections nationales de 1933, puis d'une loi de pleins pouvoirs que vota le Reichstag (partiellement sous la contrainte, certes). Mais avant Hitler, l'Allemagne avait connu les assassinats politiques à l'encontre des signataires du Traité de Versailles, le putsch de Kapp, la révolte spartakiste. En 1914, l'accord sur la neutralité de la Belgique avait été traité de chiffon de papier. Quant à l'annexion des "duchés" ou celle de l'Alsace-Lorraine, elles ont illustré le droit de conquête, mais certainement pas le droit des peuples. Bismarck disait que l'Allemagne devait se faire par le fer et le sang.

En fait, la Prusse du XIX^e et du XX^e siècle avait élaboré une forte tradition bureaucratique, sensible encore aujourd'hui, effectivement favorable au maintien d'un droit intérieur. Le paradoxe de la Prusse, ce fut la contradiction entre ce respect du droit à l'intérieur et la politique de conquête à l'extérieur.

- La deuxième rupture est bien *la chute de Bismarck*, qui avait joué en Machiavel du nationalisme allemand pour consolider la place de la Prusse, mais qui ne pouvait avoir de successeur pour un jeu si ambigu. Comme beaucoup d'hommes de pouvoir, à l'entour desquels se crée un vide, Bismarck n'a pas pu, ni vraiment voulu, préparer sa succession. Pire même, après sa chute, il s'ingénia à déstabiliser Guillaume II par un jeu de critiques plus ou moins publiques, qui n'eurent pour effet que de renforcer la paranoïa du monarque taré.

En fait il n'y avait plus de pilote dans l'avion, mais, en matière de politique étrangère, un équipage qui tirait à hue et à dia et accumulait les contradictions. D'une part on renouait avec une très ancienne politique agressive à

l'égard de la Russie, les plus orientaux des Junker décidés à combattre toute forme de nationalisme slave sur, ou au bord de leurs propriétés latifundiaires, d'autre part on continuait à nourrir le nationalisme de la Prusse et du reste de l'Allemagne en s'ingéniant à provoquer la France, et même l'Angleterre et les États-Unis. Bismarck, lui, comme ses prédécesseurs, avait toujours ménagé soigneusement l'ours russe au moment où il soufflait sur les braises du nationalisme anti-français.

- La troisième rupture est bien la dépossession des responsables politiques et militaires prussiens de leur direction de l'armée allemande, par Hitler. En contrepoint, la participation active des Prussiens (cercle de Kreisau) à la résistance allemande et au coup d'État manqué du 20 juillet 1944, et le prix atroce qu'ils en payèrent. Cette participation et l'esprit idéaliste qui inspira aussi bien les von der Schulenburg, Kleist et Yorck que les Stauffenberg, Bonhoff, Gördele et Scholl sont à la fois l'honneur de toute l'Allemagne et celui des Junker.

Concernant l'enchaînement entre la Prusse historique, le Reich wilhelmien et le III^e Reich, le militarisme, l'esprit de conquête hérité des chevaliers teutoniques et le système latifundiaire en Prusse orientale en sont les clés importantes. Quelques faits :

Prusse historique et Reich wilhelmien

En 1871, 60 % de la population du Reich allemand (qui comprenait la Prusse orientale, la Silésie) était prussienne, mais dans le système monarchique où le Kaiser restait roi de Prusse, les dirigeants de politique étrangère du Reich et ses chefs militaires étaient encore plus majoritairement issus du monde Junker. Ces chefs militaires prussiens jouent un rôle majeur, inventant d'envahir la France (plan Schlieffen) et surtout de concurrencer l'Angleterre (flotte de Tirpitz). C'est Moltke, le neveu du vainqueur de 1870, qui dirige (mal) les opérations occidentales en 1914, et c'est Hindenburg qui est vainqueur sur le front de l'Est. Bref, le Reich refaisait à l'ouest la guerre dirigée par la Prusse en 1870, et défendait les terres des Junker à l'est.

Si le rôle politique des dirigeants issus des autres États allemands n'est évidemment pas à négliger, c'est fondamentalement une logique Junker qui amena l'Allemagne à se solidariser, jusqu'au pire, avec la politique antislave de l'Empire austro-hongrois.

Reich wilhelmien et III^e Reich

Entre les deux guerres, et sous la République de Weimar, certains militaires prussiens ont fait cause commune avec Hitler, même s'ils ne l'ont jamais aimé ("le caporal de Bohême"), et si leur obligé se retournera contre eux.

En effet, à la fin de 1918, la caste militaire, pour une bonne part Junker, a réussi à garder le contrôle de l'armée, battue, mais encore en ordre. Certains purent alors jouer un rôle politique décisif à l'issue de la guerre, y compris dans les événements qui amenèrent Hitler au

pouvoir. Ludendorff d'abord, qui avait pris le pouvoir au sein de l'état-major sous l'autorité un peu théorique de Hindenburg. N'avouant la défaite que dans une présentation ambiguë, il pousse à la signature de l'armistice par les civils (Erzberger, par la suite assassiné) et prépare ainsi l'idée de l'armée trahie, la Dolchstoßlegende qui minera le pouvoir de la République. C'est le terrain sur lequel prospérera le nazisme, y compris lors du coup d'État manqué de Hitler en 1923, que soutenait Ludendorff.

Parallèlement la noblesse prussienne se préoccupait d'être dédommée de la perte des terres de Prusse orientale. Le gouvernement de la République maintint un financement spécifique, l'Osthilfe, parallèlement à la charge des indemnités de guerre, puis au recul économique et au chômage créés par la crise de 1929. Pour avoir le soutien de l'état-major, le gouvernement fit droit à ces demandes. Hindenburg, qui avait pu se faire élire président, avec le soutien des partis de droite, de la Dolchstoßlegende et de l'idée de l'armée rempart contre le bolchevisme, soutint cette politique : les chanceliers qu'il adouba (Schleicher, Papen, à l'exception de Brüning) firent une politique plus ou moins inspirée des intérêts de la noblesse prussienne, ou du moins de la fraction que représentait Hindenburg jusqu'à ce que le dernier d'entre eux, Hitler, s'arroge tous les pouvoirs et marginalise la noblesse prussienne dans l'armée (elle gardait des commandements, mais pas la direction centrale des opérations).

Pour autant, la politique étrangère de Hitler prolongeait celle de Guillaume II, prolongation hallucinante, bien symbolisée par l'appellation "III^e Reich" : simultanément conquête à l'Est, mépris de la France, amour-haine des Anglo-Américains, et rivalité maritime.

C'est d'ailleurs cette continuité qui empêcha les conspirateurs du 20 juillet 1944 de nouer des alliances extérieures (pas nécessairement de leur fait, la surdité du gouvernement anglais ne fut pas innocente), et les rendit si hésitants, au point que, finalement, ils ne purent surmonter les difficultés générées par l'échec de l'attentat lui-même.

La fin de la Prusse

La répression sauvage du complot décima physiquement la noblesse prussienne, et l'expropriation des terres par le régime de la RDA mit fin au système socio-économique dont elle avait vécu. La Loi de réunification de 1990 n'a pas prévu la restitution de ces terres.

Pourquoi le système prussien a-t-il pareillement dérivé ?

En reconnaissant que le militarisme des nobles prussiens a longtemps bénéficié du contrepoint de vertus de prudence et d'un sens de la loyauté particulier, on laisse toutefois ouverte la question de l'origine fonda-

mentale du basculement. On sent bien que la réponse "c'est la faute à Guillaume II" est un peu courte. Et on peut tenter d'avancer des explications plus profondes, partie historiques, partie culturelles et sociales.

Une explication historique réside dans la surenchère vécue au sein du mariage, organisé par Bismarck, entre une Allemagne orientale unifiée et habitée par un esprit de colons, et une Allemagne occidentale et méridionale à la recherche d'une identité nationale, malgré et du fait de son émiettement. Et ce mariage est une conséquence de l'intrusion napoléonienne dans la politique allemande.

Au plan culturel, l'esprit allemand dans son ensemble a toujours oscillé entre un esprit d'indépendance et la recherche de l'autonomie locale, d'une part, et le respect aveugle du pouvoir établi, d'autre part.

Cette contradiction prend quelquefois des formes aiguës. Luther lui-même est passé rapidement d'un bord à l'autre, quand il constata les dérives de Münzer.

La Saxe, patrie de Luther, pays voisin, mais bien distinct de la Prusse, a donné des exemples majeurs de collaboration au nazisme, puis au communisme non démocratique, et, en contraste, des exemples de résistance héroïque, comme celle de Gördeler, maire de Leipzig, vis-à-vis du nazisme, ou celle des "prières du lundi" à Leipzig, qui précéderent la chute du mur de Berlin. Durant les périodes de "stress", cette contradiction s'intensifie et conduit à des radicalisations ingérables. On rejoint ici le fait qu'au début du XIX^e siècle le stress majeur de l'Allemagne fut le nationalisme activé par les campagnes allemandes de Napoléon.

Aujourd'hui, un certain style d'esprit "colon" a bel et bien disparu, mais on peut voir ces tendances de fond s'inscrire dans les perspectives offertes par le cadre de l'Union européenne... ceci est toutefois une autre histoire.

L'écriture de cette histoire sera d'autant plus bénéfique que nous continuerons, ensemble, à nous souvenir du passé, et y prendre la mesure des grandes continuités. ■

ABD

PARTENARIATS
Nous développons
et nous gérons
les partenariats
de vos activités
à transférer.

**LANCMENT
D'ACTIVITES**
Nous accueillons
le lancement
de vos
nouvelles activités.

**FORCE COMMERCIALE
SUPPLÉTIVE**
Nous valorisons
et vendons vos
compétences
industrielles.

ABD

ABD

**Ensemble, créons de la valeur
économique et sociale.**

Votre contact : Hervé MOAL (X78)
147, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine
Tél. : + 33 (0) 1 46 24 24 36 - Fax : + 33 (0) 1 46 37 19 78
<http://www.abdweb.com>